
Première session, trente et unième Législature

First Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 80

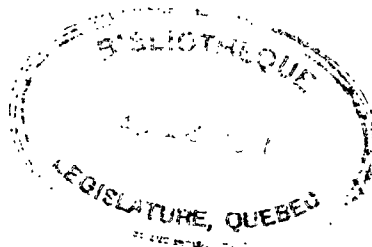
Bill No. 80

Loi modifiant le Régime de retraite des
employés du gouvernement et des orga-
nismes publics

An Act to amend the Government and
Public Employees Retirement Plan

Première lecture

First reading



M. DE BELLEVAL

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1976

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet prévoit que certains employés des services de santé et des services sociaux, lorsqu'ils sont intégrés à des fonctions auxquelles s'applique le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, participent à un régime spécial similaire à leur ancien régime et établi par le lieutenant-gouverneur en conseil, à moins que, par scrutin, ils n'optent pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

EXPLANATORY NOTE

This bill provides that when certain employees of the health services and social services are grouped under employments to which the Government and Public Employees Retirement Plan applies, they will participate in a special plan similar to their former plan established by the Lieutenant-Governor in Council, unless, when polled, they elect for the Government and Public Employees Retirement Plan.

Projet de loi n° 80

Loi modifiant le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (1973, chapitre 12) est modifié par l'insertion, après l'article 6, du suivant:

« **6a.** Nonobstant l'article 6, les employés des secteurs des services de santé et des services sociaux d'un organisme désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil qui sont intégrés à une fonction à laquelle s'applique le présent régime cotisent à un régime de retraite établi par le lieutenant-gouverneur en conseil et similaire au régime auquel ils cotisaient antérieurement sauf si, à la majorité des votants du régime en cause, ils optent en faveur du présent régime lors d'un scrutin tenu parmi eux en la forme prévue à l'article 6.

Le régime ainsi établi est administré par la Commission et est sujet à l'application des premier et troisième alinéas de l'article 100.

Aux fins du présent article, la valeur actuelle des bénéfices accumulés par les employés dans le régime auquel ils cotisaient antérieurement est établie à la date de l'intégration. Cette valeur est établie en utilisant les hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation actuarielle de leur régime de retraite. Les montants cor-

Bill No. 80

An Act to amend the Government and Public Employees Retirement Plan

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The Government and Public Employees Retirement Plan (1973, chapter 12) is amended by inserting after section 6 the following:

“**6a.** Notwithstanding section 6, employees in the sectors of health services and social services of a body designated by the Lieutenant-Governor in Council who are grouped under an employment to which this plan applies shall contribute to a retirement plan established by the Lieutenant-Governor in Council similar to the plan to which they were previously contributing, unless a majority of the voters governed by the plan in question elect in favour of this plan when polled in the form provided in section 6.

The plan so established shall be administered by the Commission, and is subject to the application of the first and third paragraphs of section 100.

For the purposes of this section, the actual value of the benefits accrued to the employees under the plan to which they were previously contributing shall be established as of the date on which they are grouped. That value shall be established on the basis of the same actuarial hypotheses as for the actuarial valuation of their

respondant à cette valeur sont transférés à la Commission. »

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

retirement plan. The amounts corresponding to that value shall be transferred to the Commission.”

2. This act shall come into force on the day of its sanction.